

Return Migration as a Catalyst for Endogenous Development: Strategies for Valorization in the Béni Mellal-Khénifra Region

Dr. Hanane El Baraka¹

Faculty of Letters and Human Sciences,
Sultan Moulay Slimane University – Béni Mellal, Morocco

Science Step Journal / SSJ

2025/Volume 3 - Issue 9

To cite this article: El Baraka, H. (2025). Return Migration as a Catalyst for Endogenous Development: Strategies for Valorization in the Béni Mellal-Khénifra Region. *Science Step Journal*, 3(9). 508-519.
<https://doi.org/10.5281/zenodo.15807530> ISSN: 3009-500X.

Abstract

This study examines the potential of return migration as a driver of endogenous development in the Béni Mellal-Khénifra (BMK) region of Morocco. It explores how the skills, knowledge, and financial capital of returning migrants can contribute to local economic revitalization. Relying on a qualitative, document-based methodology, the research draws primarily on the strategic report *Les filières stratégiques de l'économie marocaine* (Progettomondo, 2019), supplemented by academic literature and national policy frameworks, including the National Strategy for Moroccans Living Abroad (SNMRE, 2018). The findings highlight BMK's promising assets: a strong agricultural and agro-industrial base bolstered by the Green Morocco Plan, underexploited ecotourism potential, a vibrant artisanal economy, and improved infrastructure such as airports and industrial zones. The region also maintains strong transnational ties, with 14.9% of Moroccans in Europe linked to BMK. A growing number of returnees are launching small businesses, particularly in trade and services. However, structural barriers remain. Many returnees face difficulties reintegrating due to limited recognition of foreign-acquired skills and constrained access to employment, especially for women and lower-skilled individuals. Although policies supporting return exist, such as the SNMRE and IOM-assisted programs, they remain fragmented and insufficiently tailored to regional realities. To unlock the full developmental potential of return migration, a more cohesive strategy is needed—one that strengthens vocational support, facilitates access to financing, and values diaspora know-how. With adequate support, returnees could play a key role in fostering inclusive and sustainable development in BMK.

Keywords: Return migration, Béni Mellal-Khénifra, local development, reintegration, diaspora, endogenous development.

¹ Doctor in Human Geography, Email: hanane.elbaraka@usms.ac.ma

La Migration de Retour au Service du Développement Endogène: Perspectives de Valorisation dans la Région de Béni Mellal-Khénifra

Dr. Hanane El Baraka

Faculté des Lettres et des Sciences Humaines,
Université Sultan Moulay Slimane, Béni Mellal, Maroc

Resumé

Cette étude explore le rôle que peut jouer la migration de retour dans la promotion d'un développement local durable et endogène dans la région de Béni Mellal-Khénifra (BMK). Dans un contexte marqué par l'augmentation des retours de migrants marocains, elle cherche à comprendre comment les compétences, savoir-faire et ressources accumulés à l'étranger peuvent être mobilisés au service des dynamiques locales. Reposant sur une analyse documentaire approfondie, cette recherche s'appuie sur des sources secondaires telles que le rapport Les filières stratégiques de l'économie marocaine (Progettomondo, 2019), la Stratégie nationale pour les MRE (2018), ainsi que des travaux scientifiques de référence (Cassarino, Benhaddad & Hammoud, Rhazzali & Michrafy). Les résultats mettent en lumière les nombreux atouts de la région : un secteur agro-industriel structuré, un riche patrimoine artisanal, un fort potentiel touristique, et une diaspora active représentant près de 15 % des Marocains résidant en Europe. Plusieurs migrants de retour y contribuent déjà, notamment via la création de petites entreprises. Cependant, des obstacles persistent : reconnaissance limitée des compétences, accès restreint à l'emploi et aux financements, et manque de dispositifs d'accompagnement adaptés. L'étude souligne l'urgence de renforcer les politiques de soutien, de valoriser les expériences migratoires, et d'encourager des projets innovants ancrés dans les besoins locaux. Ainsi, le retour migratoire pourrait devenir un véritable levier de développement inclusif et durable pour la région de BMK.

Mots clés

Migration de retour, Béni Mellal-Khénifra, développement local, réintégration, diaspora, développement endogène.

Introduction

Le Maroc, ancien pays d'émigration et de transit, est devenu au cours des dernières années un pays d'accueil migratoire. Dans ce contexte, on observe une augmentation du retour de migrants marocains, en particulier suite à la crise économique européenne. Au niveau national, on estime à environ 10 000 par an le nombre de Marocains revenant au pays après avoir séjourné à l'étranger (Haut-Commissariat au Plan, cité par l'OCDE, 2024). Ces retours affectent aussi la région de Béni Mellal-Khénifra (BMK): cette dernière est historiquement un important « bassin d'origine » de migrants vers l'Europe (près de 14,9 % des Marocains résidant en Europe ont des origines familiales en BMK). Par ailleurs, la région de Béni Mellal-Khénifra bénéficie d'un fort potentiel naturel et économique, combinant une diversité géographique (chaînes montagneuses du Moyen Atlas, vallées fertiles, zones arides), une agriculture à haute valeur ajoutée (céréales, olives, agrumes, élevage), et la présence stratégique de ressources minières, notamment les gisements de phosphate exploités par l'OCP. Ces caractéristiques en font une zone prioritaire pour les politiques de développement territorial durable. Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) a souligné que cette région représente un axe structurant de l'économie verte et inclusive au Maroc, avec un potentiel notable en matière d'agriculture intelligente, d'énergies renouvelables et de tourisme écologique (PNUD, 2020). Dans ce contexte, la **problématique de cette étude** s'articule autour de la question suivante: *comment valoriser la migration de retour afin de favoriser un développement local et endogène dans la région de BMK?* La valorisation du retour implique de transformer le capital humain, social et financier des migrants revenus en atouts pour l'économie locale.

Cet article, en se concentrant sur le cas de la BMK, vise à évaluer la faisabilité d'une telle valorisation à l'aide de sources stratégiques et académiques actualisées. La méthodologie adoptée consiste en une analyse documentaire: le rapport *Les filières stratégiques de l'économie marocaine* (Progettomondo, 2019) sert de base, complété par des études académiques (Cassarino 2007; Benhaddad & Hammoud 2015; Rhazzali & Michrafy 2022) et par des documents politiques (par ex. SNMRE 2018) relatifs à la migration et à la réintégration.

Méthodologie

Cette étude suit une approche qualitative et documentaire clairement définie. Elle repose sur l'analyse approfondie de documents stratégiques et scientifiques, sans recourir à une enquête de terrain primaire. Plus précisément, la recherche s'appuie d'abord sur le rapport *Les filières stratégiques de l'économie marocaine* (Progettomondo, 2019), dont les volets concernant la migration marocaine et le contexte économique de la BMK ont été exploités. Ensuite, une revue de littérature récente a été réalisée pour intégrer des travaux académiques sur la migration de retour et la réintégration au Maghreb (notamment Benhaddad & Hammoud 2015; Rhazzali & Michrafy

2022), fournissant des données de contexte et des exemples empiriques pertinents. Parallèlement, des documents officiels ont été examinés, en particulier le rapport 2018 de la Stratégie Nationale des MRE (SNMRE) qui détaille les mesures d'aide au retour volontaire en collaboration avec l'OIM. Ces différentes sources secondaires ont été complétées par des informations sur les dynamiques socio-économiques locales (statistiques régionales, programmes publics tels que l'initiative Intilaka/BMK) tirées de publications institutionnelles et d'organismes de développement.

Aucune donnée primaire originale n'a été collectée dans le cadre de ce travail. L'étude capitalise donc sur des données existantes (entretiens semi-directifs issus d'autres recherches, recensements, rapports techniques), ce qui permet de dresser un diagnostic documenté du potentiel et des défis liés à la migration de retour en BMK. La démarche méthodologique vise in fine à identifier des pistes de valorisation de ce phénomène dans une perspective de développement territorial endogène.

Théories et concepts

Plusieurs concepts clés encadrent cette étude. D'abord, la **migration de retour** désigne classiquement le retour d'un migrant dans son pays d'origine après une période à l'étranger (au moins un an). Cette définition, proposée par l'OIM en 2007, reste centrée sur le lieu et la durée du retour. Les études récentes prônent toutefois un regard plus dynamique et transnational. Autrement dit, le « retour » n'est pas seulement la fin d'un voyage, mais un processus intégré au parcours migratoire global. Par exemple, Rhazzali & Michrafy (2022) insistent sur le caractère souvent « non linéaire » du retour, qui peut être volontaire ou contraint, définitif ou temporaire, et s'inscrit dans des relations transnationales (liens familiaux, projets économiques). Dans cette perspective, on distingue usuellement la réintégration volontaire – un retour motivé par le migrant – de la réintégration forcée, c'est-à-dire des retours imposés par des décisions administratives ou contextuelles. Notre travail s'intéresse surtout à la valorisation du retour volontaire ou « semi-volontaire », notamment dans les cas où un migrant choisit de rentrer tout en conservant des liens avec l'étranger.

Sur le plan du développement, la notion de **développement endogène** est particulièrement pertinente. Il s'agit d'un mode de développement construit à partir des ressources et atouts locaux (capital humain, naturel, social) plutôt que dépendant uniquement d'investissements externes. Dans ce cadre, on vise à créer des « produits territoriaux compétitifs » qui génèrent un emploi digne tout en respectant l'environnement et les communautés locales. Le rapport Progettomondo (2019) insiste sur l'importance de tels modèles économiques locaux et souligne que la durabilité peut être renforcée par des politiques facilitant la circulation bidirectionnelle des migrants et le transfert de savoir-faire, de compétences et de capitaux. Autrement dit, les migrants de retour

doivent être considérés comme des **agents de développement** potentiels, capables d'apporter des innovations techniques et organisationnelles dans leurs régions d'origine.

Les travaux de Benhaddad & Hammoud (2015) offrent un éclairage supplémentaire: ils montrent qu'une migration réussie à l'étranger – par exemple une montée en compétences et un capital épargné – peut se traduire en investissement productif dans le pays d'origine, à condition que le contexte économique y soit favorable. Ainsi, ces auteurs affirment qu'un migrant de retour volontaire représente une contribution positive au développement local, particulièrement s'il est en âge de travailler et trouve un « climat favorable » pour s'installer. En revanche, sans accompagnement et insertion adaptés, le retour peut aussi générer des frustrations (compétences non reconnues, chômage du migrant de retour, etc.). Par ailleurs, la littérature souligne la diversification des formes de retour (retour circulaire, temporaire, permanent) et l'impact des politiques migratoires – tant du pays d'accueil que du pays d'origine – sur ces trajectoires. Enfin, la théorie de la **perspective transnationale** (Flahaux & Lenoël 2020) nous incite à voir la migration de retour non pas comme un simple retour au point de départ, mais comme un continuum dans lequel les migrants maintiennent des liens multiples (familiaux, économiques, sociaux) entre le pays d'origine et le pays de résidence.

En synthèse, notre analyse mobilise trois notions fondamentales qui structurent la réflexion sur la migration de retour et son rôle potentiel dans le développement local. Premièrement, la migration de retour est entendue comme un processus complexe qui dépasse la simple idée d'un retour physique et définitif au pays natal: c'est un enchaînement d'expériences, de ruptures et de réajustements engageant les dimensions sociales, économiques et identitaires du migrant. Deuxièmement, la **diaspora** et plus spécifiquement les migrants revenus dans leur région d'origine sont considérés comme des acteurs susceptibles de contribuer au développement via les compétences acquises à l'étranger, leurs réseaux sociaux et professionnels, ainsi que les ressources financières qu'ils peuvent mobiliser. Troisièmement, le développement endogène insiste sur la capacité des territoires à construire leur propre dynamique de progrès en s'appuyant sur leurs ressources internes (savoir-faire locaux, potentialités naturelles, traditions productives). Ces cadres théoriques permettent d'éclairer l'interprétation des résultats empiriques présentés dans les sections suivantes.

Dynamique économique de la région de Béni Mellal-Khénifra: entre potentialités locales et leviers de valorisation pour les migrants de retour

La région de Béni Mellal-Khénifra (BMK) se distingue par une base économique fortement ancrée dans les activités primaires, notamment l'agriculture, tout en offrant des perspectives de diversification dans les secteurs du tourisme, de l'artisanat et des services liés à l'investissement. Ces caractéristiques font de ce territoire un milieu particulièrement propice à l'intégration de

projets portés par des migrants de retour disposant de ressources humaines, financières ou entrepreneuriales.

L'agriculture demeure l'ossature principale de l'économie régionale. Elle repose sur des filières structurées telles que l'oléiculture, les agrumes, les cultures maraîchères et les productions animales (lait et viande). Ce secteur bénéficie d'un appui institutionnel notable à travers le Plan Maroc Vert (PMV), qui a permis de moderniser les chaînes de valeur agricoles, d'introduire des pratiques techniques améliorées et de stimuler les investissements privés. Le rapport Progettomondo (2019) souligne que la région ambitionne de devenir un pôle de référence national en matière d'agriculture et d'agro-industrie, avec un réseau croissant de coopératives et d'unités de transformation, notamment dans les provinces de Fquih Ben Salah et Azilal. L'existence de subventions à l'investissement agricole – telles que les aides du Fonds de développement agricole – renforce l'attractivité du secteur, y compris pour les entrepreneurs issus de la diaspora.

Outre l'agriculture, la BMK dispose d'un **potentiel touristique** encore peu exploité, malgré la richesse de ses écosystèmes naturels et culturels. Le territoire abrite des paysages variés allant des forêts de cèdres du Moyen Atlas aux oasis et lacs de barrage, en passant par des sites propices à l'écotourisme comme les cascades d'Ouzoud ou les plateaux d'Imilchil. Le patrimoine matériel, incluant les médinas anciennes, les traditions orales, l'architecture vernaculaire et les festivals locaux, constitue également un socle de valorisation touristique. Toutefois, les indicateurs touristiques actuels demeurent modestes, reflétant une faible structuration de l'offre, un déficit de communication ciblée et un manque d'infrastructures hôtelières de qualité. Plusieurs projets pilotes, appuyés par l'Agence du Développement du Tourisme ou par des communes rurales, visent actuellement à redynamiser cette filière à travers des itinéraires touristiques thématiques, la valorisation des produits du terroir et la protection des parcs naturels.

Le secteur de l'**artisanat** offre également des marges de progression significatives. La région possède un savoir-faire reconnu dans la fabrication de tapis en laine, la poterie traditionnelle et le travail du bois de cèdre, particulièrement dans les zones montagneuses. Bien que cette filière reste souvent informelle et peu structurée, elle recèle un fort potentiel de création d'emplois et de valorisation territoriale, en particulier si elle s'articule avec des démarches de commerce équitable, de labellisation des produits locaux ou de circuits courts. Le retour de migrants dotés d'une culture entrepreneuriale et d'un capital pourrait jouer un rôle catalyseur dans la relance de cette économie artisanale, via la création d'ateliers modernes, de coopératives mixtes ou encore de réseaux de distribution transnationaux.

Enfin, l'environnement infrastructurel de la BMK s'est considérablement amélioré au cours de la dernière décennie. La mise en service de l'aéroport de Béni Mellal, l'intégration de la région au réseau autoroutier national via l'axe Casablanca-Marrakech, ainsi que la création de zones

d'activité économique comme l'Agropole de Béni Mellal ou la zone industrielle de Kasba Tadla témoignent de la volonté des pouvoirs publics de désenclaver le territoire et de favoriser les investissements productifs. Ces équipements renforcent la compétitivité régionale et offrent un cadre incitatif pour les porteurs de projets, y compris ceux issus de la migration de retour. L'intégration de ces infrastructures dans des politiques territoriales cohérentes pourrait permettre de capter et de canaliser les apports de la diaspora vers des secteurs porteurs, dans une logique de développement durable et inclusif.

Ainsi, les atouts économiques de la région, combinés aux ressources issues de la migration, peuvent constituer les piliers d'une stratégie régionale ambitieuse — à condition que les dispositifs d'accueil, d'orientation et de soutien aux initiatives des migrants de retour soient pleinement opérationnels.

Évolution des flux de retour et caractéristiques socio-économiques des migrants dans la région de Béni Mellal-Khénifra

La migration de retour au Maroc est devenue, depuis les années 2000, un phénomène structurant de la dynamique migratoire nationale. Selon les estimations du Haut-Commissariat au Plan (HCP), relayées par l'OCDE (2024), le pays enregistre une moyenne d'environ 10 000 retours de migrants par an, ce qui traduit une inversion partielle et croissante des flux migratoires par rapport aux décennies précédentes. Entre les recensements de 1982 et de 2014, le nombre total de Marocains rentrés de l'étranger est passé d'environ 68 000 à près de 200 000 individus, toutes provenances confondues. Cette progression met en lumière non seulement l'ampleur numérique croissante des retours, mais également leur rôle dans la recomposition des liens entre migration et développement territorial.

La région de BMK apparaît, dans cette configuration, comme un espace de retour particulièrement significatif. D'après les données du HCP (2010) reprises par Rhazzali & Michrafy (2022), environ 14,9 % des Marocains résidant en Europe ont des origines familiales dans la BMK, ce qui en fait l'un des principaux bassins historiques d'émigration. Cette centralité migratoire est renforcée par le cas de l'Italie – troisième pays d'accueil de la diaspora marocaine après la France et l'Espagne – puisque près de 22,2 % des migrants marocains retournés chaque année au pays sont originaires d'Italie. Cela confirme l'existence de circuits migratoires circulaires et transrégionaux bien établis impliquant la BMK.

Les profils des migrants de retour dans la région BMK révèlent une diversité socio-économique. Ils sont majoritairement de sexe masculin, souvent jeunes, et beaucoup ont acquis un certain niveau de formation ou d'expérience professionnelle durant leur séjour à l'étranger. Le rapport Progettomondo (2019) met en évidence l'installation progressive de migrants de retour dans le

tissu entrepreneurial local, en particulier dans les villes de Béni Mellal, Fquih Ben Salah et Azilal. Ces initiatives concernent principalement des micro-entreprises dans la restauration, le petit commerce ou les services de proximité. Ce phénomène illustre non seulement la volonté de certains migrants de s'inscrire durablement dans une dynamique de réinsertion socio-économique, mais aussi leur capacité à transférer des pratiques entrepreneuriales acquises à l'étranger vers leur territoire d'origine.

L'existence de ces entreprises, souvent de petite taille, témoigne d'un usage productif des ressources migratoires, notamment du capital économique et des réseaux transnationaux. Elle met également en lumière l'émergence de formes de mobilité circulaire entre le Maroc et l'Italie, dans lesquelles les migrants de retour alternent entre une présence locale et des séjours réguliers dans le pays d'accueil. Cette flexibilité géographique est rendue possible par la consolidation de liens familiaux, professionnels et commerciaux dans les deux espaces, et elle appelle des dispositifs d'accompagnement plus adaptés à ces trajectoires hybrides.

La région BMK représente ainsi à la fois un territoire d'origine historique de la migration marocaine et un espace de réinsertion en construction, porté par des retours de plus en plus visibles. L'analyse fine de ces flux et de ces profils permet de mieux comprendre comment la migration de retour peut devenir un levier d'ancrage territorial, à condition que les politiques publiques offrent un environnement favorable à l'investissement, à l'accompagnement et à la reconnaissance des compétences migratoires.

Dynamique d'engagement des migrants de retour et limites structurelles à leur insertion

Dans un contexte de transformations économiques et sociales à l'échelle locale, les migrants de retour apparaissent comme une ressource stratégique pour la région de BMK. Leur apport potentiel se manifeste de différentes manières, notamment par leur intégration dans la population active (recherche d'emploi) ou par la création de petites entreprises et d'initiatives entrepreneuriales. Des observations menées sur le terrain montrent que plusieurs migrants ayant vécu en Italie ont, à leur retour, ouvert des restaurants, des cafés ou des commerces de détail dans les centres urbains de la région. Ce phénomène atteste qu'il est possible de transférer des compétences entrepreneuriales acquises à l'étranger vers le tissu économique local. Ces initiatives, bien que souvent individuelles et de petite envergure, constituent une preuve concrète du rôle que peuvent jouer les migrants dans l'ancrage territorial du développement.

Cependant, cette valorisation du capital migratoire ne va pas de soi. Elle reste largement conditionnée par la capacité des institutions locales et nationales à reconnaître et intégrer les acquis des parcours migratoires. Une étude menée par Progettomondo, s'appuyant sur une enquête européenne de la Fondation Européenne pour la Formation (ETF), révèle que la majorité

des migrants marocains de retour considèrent que les compétences qu'ils ont développées durant leur séjour à l'étranger ne sont ni reconnues ni pleinement exploitées une fois de retour au pays. Cette situation reflète un déficit de reconnaissance institutionnelle, mais également un manque d'articulation entre les profils de ces migrants et les opportunités disponibles sur le marché du travail marocain.

Les contraintes à la réinsertion sont multiples. Elles concernent la lenteur des procédures administratives, le manque d'information sur les dispositifs d'accompagnement existants, la difficulté d'accès au financement, ainsi que la faible adéquation entre les compétences détenues par les migrants et les secteurs en demande au niveau local. Ces obstacles sont particulièrement prégnants pour les femmes migrantes, souvent confrontées à des discriminations de genre, à des responsabilités familiales accrues et à un accès réduit aux ressources économiques. De même, les personnes peu qualifiées rencontrent davantage de difficultés à trouver un emploi stable ou à lancer un projet viable lors de leur retour.

Malgré ces freins, la région de Béni Mellal-Khénifra offre des opportunités concrètes pour l'intégration des migrants de retour. Elle dispose d'une base économique diversifiée articulée autour d'une agriculture performante, de filières touristiques émergentes et d'un artisanat en renouvellement. Elle bénéficie également d'un capital humain et social issu de la migration, incarné par une diaspora active et des compétences transférables. Ce double avantage – à la fois économique et humain – constitue un potentiel considérable pour impulser un développement local fondé sur les ressources propres du territoire.

Toutefois, l'impact actuel de ces retours sur l'économie régionale reste limité. La faiblesse du marché du travail local, le cloisonnement des politiques publiques et l'absence de dispositifs d'accompagnement ciblés freinent la pleine mobilisation de ces ressources. Il en résulte une forme de paradoxe: la région dispose à la fois de ressources humaines qualifiées issues de la migration et d'opportunités économiques diversifiées, mais la rencontre entre ces deux dynamiques demeure insuffisamment structurée. Pour mettre en cohérence ces potentiels, il serait nécessaire de déployer des politiques d'insertion spécifiques, des outils de reconnaissance des compétences migratoires, et des mécanismes de soutien à l'entrepreneuriat des migrants de retour. Ces enjeux seront approfondis dans la section suivante, à la lumière de la littérature scientifique et des cadres stratégiques nationaux.

Discussion

Les résultats obtenus confirment des observations déjà formulées dans la littérature quant aux conditions de succès de la migration de retour. D'une part, ils soulignent la thèse selon laquelle les migrants retournés ne peuvent contribuer au développement de leur communauté d'origine que

si l'environnement local est favorable. Comme l'analysent Benhaddad & Hammoud (2015), le migrant doit trouver un « climat favorable » dans son pays pour pouvoir réaliser ses projets; faute de quoi, le retour risque de n'engendrer que peu de bénéfices collectifs. Dans le cas de la BMK, ce climat favorable est partiellement présent (infrastructures, politiques agricoles incitatives, projets de développement régional), mais il ne couvre pas entièrement les besoins spécifiques des migrants de retour (par exemple en matière de formations complémentaires, d'appui à la recherche d'emploi ou d'accès au financement pour des projets privés).

D'autre part, nos constats vont dans le sens des conclusions de Rhazzali & Michrafy (2022) ainsi que des recherches comparatives menées au Maghreb: ces travaux montrent que les compétences acquises par les migrants à l'étranger recèlent un fort potentiel d'innovation, mais qu'elles se heurtent souvent à des rigidités institutionnelles lors du retour. La perspective transnationale suggère de maintenir des liens actifs entre les migrants et leur pays d'origine au moment du retour. Or, nos données indiquent que ces liens restent encore largement sous-exploités: par exemple, il existe peu de programmes formels encourageant la diaspora de la BMK à investir directement dans des PME locales ou des coopératives agricoles. Les migrants de retour ont tendance à prendre des initiatives individuelles (création de restaurants, etc.), mais ils manquent de canaux structurés pour monter des projets de plus grande envergure (par ex. dans l'agro-business, les technologies vertes ou le tourisme durable).

En termes de politiques publiques, le Maroc a certes mis en place une stratégie nationale (SNMRE 2014) qui inclut le soutien au retour volontaire et à la réintégration. Le rapport régional de 2018 (région de l'Oriental) détaille les partenariats avec l'OIM pour financer des retours « dignes ». Cependant, l'évaluation critique de ces politiques par Benhaddad & Hammoud (2015) montre qu'elles restent souvent **marginales**, avec peu de mesures concrètes perceptibles au niveau local. Le Maroc n'est pas un cas isolé: dans les pays du Maghreb étudiés par ces auteurs, les retours sont « loin d'être perçus de manière réaliste par les pouvoirs publics ». Il est donc nécessaire d'intensifier la volonté politique pour **faire valoir le retour**, comme le préconisent Benhaddad & Hammoud, en élaborant des programmes ciblés (microcrédits pour les entreprises créées par d'anciens migrants, accompagnement à la création d'activités agricoles ou artisanales, etc.).

Le concept de développement endogène, mobilisé dans notre cadre théorique, trouve ici toute sa justification: il s'agit effectivement de bâtir sur les atouts locaux de la BMK et sur les savoir-faire des migrants. Par exemple, on pourrait encourager les migrants retournés à former des coopératives agricoles en exploitant des techniques modernes acquises à l'étranger, ou à développer des circuits courts de commercialisation de produits du terroir (huile d'olive, amandes, lait, etc.). De tels projets relieraient le capital humain issu de la migration au capital naturel local. Ils rejoignent d'ailleurs les recommandations du rapport Progettomondo (2019), qui propose de créer des filières économiques durables et compétitives tout en préservant les ressources locales.

Enfin, l'analyse à l'échelle locale se trouve confortée par le constat que la contribution des retours, modeste au niveau macro-économique, peut être significative « au niveau local ou micro-local ». En d'autres termes, évaluer l'impact de la migration de retour uniquement à l'échelle nationale risque de masquer ses effets concrets dans certains villages ou secteurs d'une région donnée. Une piste pour de futurs travaux serait, par exemple, de comparer des communes à forte proportion de retours avec d'autres communes similaires sans migration de retour, afin d'isoler l'effet **développement endogène** induit. De même, la BMK pourrait servir de cas pilote pour une gouvernance territoriale de la migration, en alignant ses stratégies régionales de développement (réduction de l'émigration irrégulière, intégration des compétences des MRE, promotion de filières locales) dans une approche intégrée tenant compte de la migration de retour.

Conclusion

Cette étude démontre que la région de Béni Mellal-Khénifra présente un terreau prometteur pour valoriser la migration de retour. La multiplication des retours de migrants, conjuguée à l'existence d'une économie régionale diversifiée (agro-industrie, tourisme, artisanat) et d'infrastructures modernisées, fournit une base solide pour un développement local plus inclusif. Toutefois, les migrants de retour ne pourront exploiter pleinement ce potentiel que si des conditions adéquates leur sont offertes. Cela passe par un renforcement des mesures d'accompagnement — formation professionnelle, financement de projets, reconnaissance des compétences acquises — ainsi que par la promotion d'initiatives collaboratives rassemblant les acteurs locaux et la diaspora. À ce titre, il serait pertinent que les programmes de développement régionaux intègrent systématiquement la dimension « migration de retour » et la participation de la diaspora au niveau local.

En cohérence avec les orientations de la SNMRE et les principes de durabilité, la valorisation des retours devrait encourager des « modèles endogènes » d'innovation, que ce soit dans des filières agricoles compétitives, le tourisme éco-responsable ou les énergies renouvelables locales. L'étude invite enfin à dépasser une vision strictement statique du retour pour adopter une approche transnationale: il ne s'agit pas seulement de clore un parcours migratoire, mais de faire en sorte que chaque retour crée des passerelles de développement durable entre le migrant et son territoire d'origine. Ainsi, la migration de retour peut devenir un facteur de croissance économique et de cohésion sociale pour la BMK, à condition d'une synergie étroite entre les migrants, les autorités locales et les partenaires du développement. Les résultats présentés fournissent des pistes concrètes pour avancer dans cette direction et ouvrent la voie à des recherches futures, notamment sur l'évaluation de programmes spécifiques (p.ex. initiatives de micro-entrepreneuriat portées par d'anciens migrants, développement de « filières vertes ») ou sur des études comparatives avec d'autres régions marocaines confrontées aux mêmes défis de valorisation du retour.

Bibliographie

- Benhaddad, N. A., & Hammoud, N.-E. (2015). *Contribution des migrants de retour au développement de leurs pays d'origine. Étude comparative entre l'Algérie, la Tunisie et le Maroc*. *Insaniyat*, (69-70), 83-110.
- Haut-Commissariat au Plan (HCP). (2010). *Résultats du Recensement Général de la Population et de l'Habitat*.
- Milani, S. G., & Micciché, G. (2019). *Les filières stratégiques de l'économie marocaine*. Progettomondo Mlal / AICS.
- Ministère de l'Intérieur du Royaume du Maroc. (2018). *Politique nationale d'immigration et d'asile – Rapport 2018 (région de l'Oriental)*. Rabat: Direction de la Population et des Migrations.
- OCDE. (2024). *Return, Reintegration and Re-migration*. Organisation de coopération et de développement économiques.
- Progettomondo. (2019). *Les filières stratégiques de l'économie marocaine. Rapport de diagnostic territorial – région de Béni Mellal-Khénifra*.
- Rhazzali, M. K., & Michrafy, R. (2022). *Migration de retour non désirée des Marocains d'Italie*. In F. El Asri & M. Kolly (Éds.), *Are we Europe?* (pp. 1-29). Bruxelles: Presses Universitaires Saint-Louis.
- Rhazzali, M. K., & Michrafy, R. (2022). *La migration de retour non désirée des Marocains d'Italie: entre contraintes structurelles et dynamiques d'insertion territoriale*. In F. El Asri & M. Kolly (Éds.), *Are We Europe? Nouvelles perspectives sur les migrations et les diasporas maghrébines* (pp. 55-80). Bruxelles: Presses Universitaires Saint-Louis.
- Samman, E., Betzler, J., Jose, A., et al. (2020). *Migration, transferts et développement: le rôle de la diaspora*. Policy Center for the New South. <https://www.policycenter.ma>